

Suppressions d'emplois massives, salaires qui stagnent, intéressement supprimé, prime Covid aux oubliettes, pressions sur les gardes d'enfants...

FACE AU MÉPRIS DE LA POSTE, NE NOUS LAISSONS PAS FAIRE MOBILISONS-NOUS ENSEMBLE!

Dans un courrier envoyé à l'ensemble des agents de La Poste, Philippe Wahl saluait l'engagement de ces derniers depuis les débuts de la crise Covid. L'avantage des mots, c'est qu'ils ne coûtent pas cher, surtout s'ils ne sont pas suivis des actes. Or, la totalité de la politique du siège traduit au contraire le mépris de nos dirigeants vis-à-vis de celles et de ceux qui font véritablement tourner la machine.

Aucune pause pour les réorganisations

La situation à laquelle nous sommes confronté·e·s depuis plus d'un an est inédite, mais elle a montré à la fois la capacité des personnels de La Poste à assurer leur boulot dans un contexte plus que compliqué, et le besoin du service public postal pour la population. Plutôt que d'en tirer les leçons nos dirigeants continuent, alors que les vagues de contaminations se succèdent, les restructurations tous azimuts. Pire, ils les accélèrent, comme en témoignent les 1000 réorganisations à la distribution pour 2021. Les emplois continuent à être détruits à une cadence folle, les recrutements sont réduits à presque rien. C'est donc moins de service public, et des conditions de travail toujours plus difficiles.

Rémunération : au pain sec et à l'eau

Ils continuent à nous pressurer, ils pourraient au moins nous redonner une partie de ce que nous leur faisons gagner (2,1 milliards de bénéfices tout de même en 2020). Mais, là aussi, c'est un zéro pointé! Les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis des années. Les résultats des Négociations Annuelles Obligatoires sont tellement dérisoires (+ 0,2 % pour les dernières) qu'aucune organisation syndicale ne s'abaisse à les valider.

Côté intéressement, c'est justement très... intéressant, mais pas du point de vue pécunier! Wahl & Cie se sont arrangés pour écarter du calcul les bénéfices liés à l'entrée de la CDC au capital de La Poste, ce qui a conduit à un intéressement égal à zéro. Merci Philippe Wahl(ou)! Ils avaient, de surcroît, une séance de rattrapage offerte par l'annonce d'une nouvelle prime défiscalisée et exemptée de cotisations sociales par Castex et pouvant aller jusqu'à 2000 euros. Mais, une fois de plus, c'est la bulle! Avec un bilan pareil, l'ensemble du Comité exécutif mériterait une notation D, avec suppression de leur part variable.

La goutte d'eau a été les pressions sur les gardes d'enfants pour les vacances d'avril, avec au final une reculade en bonne et due forme,



Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des envierges 75020 Paris

tel 01 44 62 12 00 — fax 01 44 62 12 34

sudptt@sudptt.fr — www.sudptt.org

Union
syndicale
Solidaires

suite à l'intervention des organisations syndicales, et à une nouvelle communication gouvernementale. Il n'empêche que, du côté de la DRH, on s'est cru autorisé, dans un premier temps, à bafouer les droits les plus élémentaires en terme de prise de congés.

Les postier·e·s réagissent

Face à ce mépris patronal, qui suinte par tous les pores des décisions du siège et des directions de branches ou de métiers, les postier·e·s ne restent pas sans réaction. Le niveau de conflictualité est en hausse à La Poste, la température se réchauffe. En février une grève majeure a eu lieu au Réseau en Basse-Normandie, avec une grande majorité des bureaux fermés. Le 16 mars, la plupart des factrices et des facteurs des hauts-de-Seine étaient en grève, et une manifestation combative a réuni plusieurs centaines de collègues devant le siège. Le 27 mars, un rassemblement organisé contre la sous-traitance et la précarité rassemblait lui-aussi plusieurs centaines d'agents à Bordeaux. Toujours en mars, quatre bureaux guadeloupéens étaient en grève majeure durant plus de deux semaines, en ayant obtenu satisfaction sur une bonne partie des revendications. Victoire aussi pour cinq bureaux en Loire-Atlantique, après cinq jours de grève. Les conflits se multiplient en réalité sur l'ensemble le territoire. Hérault, Ariège, Hautes-Pyrénées, Lot-et-Garonne, Côtes-d'Armor, Corse, Bouches-du-Rhône... Que ce soit contre les suppressions de tournées ou les fermetures de bureaux de poste, des grèves, des rassemblements, des manifestations éclosent partout, très souvent avec le soutien des élu·e·s.

Les intersyndicales se multiplient

Ces mobilisations sont soutenues, animées par des intersyndicales comprenant le plus souvent *Sud* et la CGT, mais qui sont aussi plus larges dans plusieurs départements. Et, de fait, les réunions entre organisations syndicales se développent un peu partout, ce qui ne s'était pas vu depuis des années à La Poste.

Parallèlement, une intersyndicale nationale se réunit, à l'initiative de *Sud* PTT, depuis plusieurs semaines. Un communiqué commun a été signé par la CGT, la CFDT, *Sud*, FO et l'Unsa. Il dénonce à juste titre la politique de La Poste, en particulier en matière d'emploi, et pointe justement la colère qui monte dans les services. Il appelle à se saisir du 1^{er} mai pour en faire une échéance de mobilisation, ainsi qu'à une journée de convergence des luttes la deuxième quinzaine de mai. Tous ces éléments sont positifs, en particulier parce qu'ils sont portés de manière unitaire.

Mais nous pensons qu'il est temps de donner une perspective concrète, c'est-à-dire une journée de grève nationale à La Poste. En annoncer la date le plus tôt possible ce n'est pas se précipiter, c'est au contraire se donner le temps de la préparer, sachant que de son côté La Poste avance très vite. De nombreuses intersyndicales départementales défendent cette orientation... et nous sommes d'accord avec elles. La date du 18 mai commence d'ailleurs à être portée dans plusieurs départements.

C'est cet objectif qu'il faut se donner nationalement, celui d'une date où on se mobilise toutes et tous ensemble. Cela faisait longtemps que le contexte n'avait pas été aussi favorable pour inverser le rapport de force. Alors... Allons-y!

